



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1291

Texte de la question

### SÉCURITÉ

**M. le président.** La parole est à Mme Marie-Anne Chapdelaine, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

**Mme Marie-Anne Chapdelaine.** Monsieur le ministre de l'intérieur, la sécurité des Français est au cœur de l'action du gouvernement. J'en veux pour preuve le dégel, la semaine dernière, de 111 millions d'euros de crédits de paiement pour la police et la gendarmerie, s'ajoutant au déploiement de 10 millions supplémentaires pour parer aux besoins immobiliers les plus criants.

Alors que les violences contre les personnes n'ont cessé d'augmenter ces dix dernières années, notre majorité met en œuvre une approche méthodique et structurée pour une nouvelle stratégie nationale de sécurité qui protège tous les Français.

Oui, assurer la sécurité de tous est une exigence républicaine, car la sécurité est un bien commun. C'est sur ce sujet, monsieur le ministre, que vous avez décidé de rompre avec les pratiques qui instrumentalisaient la sécurité des Français *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)* pour mettre sous tension l'ensemble de la société.

C'est sur ce sujet que nos concitoyens apprécieront notre capacité à redonner de la force à la puissance publique.

Vous avez donc décidé, monsieur le ministre, de mobiliser toutes les énergies : celles des forces de police et de gendarmerie, mais également celles des polices municipales, du monde judiciaire, des acteurs de terrain et des collectivités territoriales. Nous réussirons, monsieur le ministre, car toute la chaîne pénale et toute la société seront mobilisées à vos côtés.

Monsieur le ministre, le plan national de lutte contre les cambriolages, que vous avez présenté il y a peu, mobilise ces énergies et ces nouveaux moyens.

Les cambriolages étant en hausse constante depuis 2007, il était impératif de prendre ce problème à bras-le-corps pour répondre à certaines filières mafieuses qui polluent la vie de nos concitoyens dans les villes et les campagnes.

Mes chers collègues, après une décennie d'instrumentalisation, la politique de sécurité est redevenue une affaire républicaine. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Pouvez-vous, monsieur le ministre, nous rappeler comment le Gouvernement agit chaque jour pour renforcer la sécurité des Français ? Je vous remercie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur. (« Ah ! » *sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.** Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, madame Chapdelaine, la sécurité est une priorité du Gouvernement – vous le rappelez –, ce qui se traduit dans les actes.

La semaine dernière, lors de la présentation du budget devant l'Assemblée nationale, j'ai pu rappeler les axes de notre action car la priorité donnée à la sécurité se traduit d'abord par des moyens budgétaires.

Comme vous l'avez rappelé, le Premier ministre a décidé la semaine dernière le dégel, c'est-à-dire la restitution de 111 millions d'euros de crédits de paiement à la police et la gendarmerie. Nous allons également pouvoir lancer pour 10 millions d'euros de travaux urgents pour les logements de gendarmes et pour leurs familles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Pour la première fois depuis 2007, les crédits affectés à la police et la gendarmerie seront en augmentation par rapport à l'année précédente. Entre 2007 et 2012, ces crédits avaient baissé de 18 %, plaçant les policiers et les gendarmes – et, partant, nos concitoyens exposés à l'insécurité – dans une situation particulièrement difficile.

La priorité donnée à la sécurité se traduit également par des effectifs supplémentaires : entre 2007 et 2012, 13 700 emplois ont été supprimés. Le Gouvernement remplace désormais tous les départs à la retraite, et créera chaque année entre 400 et 500 emplois de policiers et de gendarmes, dont nous avons besoin sur le terrain pour lutter contre la violence, les trafics et la délinquance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Cette priorité se traduit également par la mise en place de stratégies efficaces contre les cambriolages (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), notamment dans les quartiers où cela est nécessaire, par exemple dans les zones de sécurité prioritaires, où la délinquance baisse.

Conscients de la violence existant dans notre société, et lucides sur cette situation, nous mettons en place les moyens, les hommes et les femmes nécessaires.

C'est ainsi que nous défendons le pacte républicain. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Marie-Anne Chapdelaine](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1291

**Rubrique :** Sécurité publique

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [6 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 novembre 2013](#)